

l'autre jour au sujet de l'imposition de la conscription. La conscription n'est pas nécessaire, nous n'en avons pas besoin pour les luttes en dehors du Canada et, ici même, au Canada, elle serait superflue parce qu'il n'y a même pas un vieillard que je connaisse et qui soit en bonne santé qui refuserait d'aller se battre pour la défense de notre pays. Pour toutes ces raisons, je comprends que la déclaration formelle de guerre du Canada, bien que de fait le Canada fût en guerre, a été une concession. Nous sommes prêts à aller jusque là, mais pas plus loin. Nous sommes prêts à faire une concession pour l'unité du Canada à condition, par exemple, que la province de Québec ne serve pas de bouc émissaire à tous les jingoes et à tous les profiteurs de guerre, dont on dit que le patriotisme est le refuge de la canaille. Lors de la dernière guerre, on a jeté le blâme sur la population de la province de Québec, qui n'a pas de préjugés, qui se compose de bons citoyens et qui a droit à son opinion, si réellement le Canada est une démocratie.

Il y a autre chose que je voudrais dire. C'est que, à ma très grande surprise, j'ai vu dans les journaux des rapports d'assemblée où de jeunes gens ont déclaré qu'ils ne voulaient pas qu'il y eût des armements dans le Canada. Sont-ils ceux qui ont prêché la séparation de la province de Québec du reste du Canada? Si une province du Canada se détachait des autres, il faudrait nécessairement qu'elle fût mieux armée et qu'elle fasse des dépenses plus considérables pour sa défense.

Maintenant, monsieur le président, il y a, dans cette résolution, une chose sur laquelle j'attire encore spécialement votre attention, c'est qu'une armée expéditionnaire ne semble pas nécessaire dans le moment. Pourquoi exposer notre pays à des attaques ou au sabotage pour envoyer nos troupes se battre en Europe. D'abord, la population de l'Angleterre est quatre fois plus considérable que celle du Canada, et l'armée britannique actuelle est à peu près la même que celle du Canada à la fin de la Grande Guerre. Il faut conserver le sens des proportions. Il ne faut pas s'emballer. Il faut considérer les choses telles qu'elles sont et se demander si le Canada doit faire un effort quatre fois plus considérable que l'Angleterre dans cette guerre. Ici, nous n'avons pas de bataillons de femmes; les gardes-malades ne creusent pas de tranchées autour des hôpitaux, comme on l'a vu par des télégraphiques publiées dans les journaux. Ici, cela ne se fait pas. Dans notre pays, les femmes sont aussi courageuses que les hommes, mais donnent l'exemple des vertus familiales, ce qui est conforme à la tradition établie.

Je m'en tiens à ce qui est dit dans cette résolution et je crois interpréter ainsi les sentiments des électeurs non seulement de Saint-Hubert et du comté de Témiscouata mais de l'immense majorité de la province de Québec, tant dans les centres urbains que dans les centres ruraux.

Un mot pour terminer. Il a été question d'un gouvernement d'union. L'honorable chef de l'opposition (M. Manion) a bien voulu offrir sa coopération au Parlement actuel. Il en a été de même des chefs des autres partis. Et si l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Woodsworth) a formulé certaines objections personnelles, je suis certain qu'il n'entravera pas le travail du Gouvernement pour maintenir, autant que possible, l'ordre en ce pays. Cela, j'en suis.

Maintenant, quant au cabinet d'union. L'année dernière j'ai été informé qu'il y avait une campagne de cinq ans qui commençait pour la fusion du Canadien Pacifique et du Canadien National. Nous sommes rendus à la deuxième année et je suis certain que les plus chauds partisans du gouvernement d'union sont précisément les protagonistes de la fusion des chemins de fer. Vous n'avez qu'à lire les journaux pour vous en rendre compte. Et si ces gens-là se servent d'une heure aussi grave pour tâcher d'arriver à leurs fins, c'est le temps plus que jamais de dire que le patriotisme est le refuge de la canaille.

Monsieur le président, ne vous imaginez pas que les Canadiens français sont des sujets déloyaux de Sa Majesté. Bien loin de là. Si vous aviez vu la foule de gens, vieillards, jeunes gens, hommes mûrs, femmes et enfants qui se sont pressés à la gare de Rivière-du-Loup pour rendre hommage à Leurs Majestés quand elles ont bien voulu y arrêter, si vous aviez vu la foule de gens qui sont venus de vingt lieues à la ronde pour rendre hommage à nos Gracieux Souverains, vous vous seriez rendu compte que ce n'était pas la curiosité qui les amenait là, que c'était un profond respect. Et je tiens à vous dire aussi, monsieur le président, que tous les dimanches, dans les églises catholiques, on chante le *Domine Salvum fac regem*, le "Dieu sauve le Roi" en latin. Et savez-vous ce que, hier, à la grand messe, mon vénérable curé a dit en commentant une lettre qu'il venait de recevoir de Son Eminence le Cardinal archevêque de Québec: "Priez pour la paix". Il demande à ses paroissiens de jeter un regard vers le ciel pour demander au Dieu tout-puissant de faire cesser cet état barbare de guerre. J'espère que les prières de tous seront exaucées.